

Budget—M. F. Hamilton

Non, monsieur l'Orateur, je prétends que les Canadiens examineront les déclarations réfléchies du ministre des Finances. Ils constateront notre situation nationale après dix années d'une administration libérale et je soutiens qu'ils rejeteront les prophètes de malheur qui se font entendre dans l'opposition et une fois encore, ils indiqueront le jour du scrutin dans quel rôle le parti conservateur doit se cantonner.

M. Frank Hamilton (Swift Current-Maple Creek): Monsieur l'Orateur, je me réjouis d'entendre le ministre nous assurer que notre régime bancaire recourra maintenant à la nouvelle loi sur les prêts aux petites entreprises car, dans le passé, cette loi et la loi sur le crédit agricole ont créé des obstacles majeurs. Nos banques hésitaient à s'en prévaloir.

Si j'ai bien compris le ministre, il nous dit que l'an dernier des prêts d'une valeur de 80 millions de dollars ont été consentis aux termes de la loi sur les prêts aux petites entreprises. Au taux maximum de \$75,000 l'entreprise, cela veut dire à peine plus de 1,000 prêts, ce dont il n'y a pas lieu de se féliciter, à mon avis.

Il semble évident que la législature actuelle tire à sa fin. Plus tôt nous irons aux urnes, mieux cela vaudra, car le gouvernement actuel a presque saturé le Canada de son laxisme, de sa désunion et de son incompétence économique depuis une décennie. Le budget ne révèle aucun changement fondamental dans la philosophie du gouvernement. Habituellement, quand on s'attaque à quelque chose, il en disparaît une partie; et quand on en subventionne une autre, on tend à en avoir davantage. Le gouvernement n'a pas changé son fusil d'épaule. Il continue à taxer le travail, la croissance, les investissements, les emplois, les économies et la productivité et à subventionner le chômage, la consommation et les dettes. Cela a assez duré.

Il y a dix ans, nous étions fiers de notre patrimoine, sûrs de nous et décidés, et nous étions certains de la place que nous devons occuper dans le monde. Ce sont cette même assurance et cet esprit de décision qui rapprochaient nos provinces très éparpillées ainsi que nos citoyens qui appartiennent à des races très différentes. Maintenant, le doute, la crainte et l'incertitude se sont insinués dans l'esprit des Canadiens de toutes les provinces; ils sont venus saper ce sentiment d'unité et ébranler notre belle assurance.

Il n'y a pas plus de dix ans, la plupart des Canadiens étaient persuadés que le pays possédait les aptitudes, les ressources et la volonté nécessaires pour demeurer un pays fort et indépendant sur le continent nord-américain. On se serait moqué de toute allusion à un éventuel démembrement ou à une éventuelle annexion aux États-Unis. En fait, nous avons l'impression que le reste du monde enviait la force de notre appareil judiciaire, la santé de notre système bancaire et de nos politiques économiques et l'intégrité et la renommée de nos services de police. Notre stabilité, notre respect de l'ordre public et la qualité de l'enseignement faisaient tous l'objet d'une grande fierté.

Pourtant, en l'espace de quelques années seulement, une grande partie de cette solide structure s'est effondrée, et nous nous retrouvons maintenant en train de chercher à l'aveuglette ce qui a bien pu nous arriver si soudainement. Les Canadiens sont fatigués de l'inflation, de la bureaucratie, des scandales politiques et des fausses promesses de nos dirigeants. Ils en ont assez de ce gouvernement usé qui ne commande même plus le

respect. La population est écœurée de cette nouvelle moralité qui semble comporter de quoi offenser tout le monde.

Quelle est la solution? Existe-t-il un remède? Si nous continuons à glisser sur cette pente, tout en étant pourvus de ressources de toutes sortes, nous nous dirigeons certainement vers une catastrophe finale, à moins d'en tirer certaines leçons simples. Le tableau est peut-être sombre, mais il reste de l'espoir.

Le Canada est un des plus riches pays du monde, pourtant nous envions les Arabes. Nous exagérons l'importance de leurs ressources énergétiques. Certes, ils ont du pétrole, beaucoup de pétrole, mais il leur manque d'autres ressources, en particulier les ressources humaines, que nous, nous avons au Canada.

Nous avons aussi au Canada du pétrole et du gaz naturel. Nous avons des forêts extraordinaires, des réserves agricoles, du charbon, du minerai de fer, du nickel, du plomb, de l'uranium, et bien d'autres choses. Et sans doute la plus grande des richesses naturelles, qu'on oublie souvent, l'eau. Qu'est-ce que le Moyen-Orient ne nous donnerait pas pour une abondante réserve d'eau fraîche? Les pays arabes ont beaucoup de pétrole, mais ils manquent de soudeurs, d'électriciens, de menuisiers, d'ingénieurs, de chimistes et de monteurs de tuyaux. Nous en avons en abondance, et c'est cette grande ressource canadienne de main-d'œuvre spécialisée que nous devons mettre en valeur.

Les Japonais n'ont presque pas de ressources. Tout ce qu'ils ont comme atout, c'est environ 90 millions de travailleurs qui ont à cœur de travailler. Que ne pourraient-ils pas faire avec les ressources que nous avons au Canada? Qu'est-ce que nos producteurs agricoles et nos petites entreprises ne pourraient pas faire s'ils avaient une petite caisse exempte d'impôt où mettre quelques dollars, les bonnes années, et où ils pourraient puiser, les mauvaises années.

Nous devons améliorer la qualité des ressources qui quittent le pays. Le gaz naturel exporté aux États-Unis nous revient sous forme de plastiques. Le bois de nos forêts est exporté vers le sud et de l'autre côté du Pacifique et nous revient sous forme de meubles ou de contreplaqué. Notre charbon et notre minerai de fer sont transformés pour nous au Japon en Toyota. La moitié sans doute des biens achetés par nos travailleurs surtaxés sont fabriqués ailleurs, à partir de charbon, de pétrole, de gaz naturel, de bois et d'autres matières brutes extraites dans notre pays.

● (2032)

Si nous voulons transformer plus de nos matières brutes, nous devons susciter un climat favorable à l'investissement dans le secteur de la fabrication au Canada. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous avons visiblement perdu de notre puissance et notre rang parmi les plus puissantes nations industrielles du monde. Nous nous sommes davantage préoccupés de redistribuer la richesse plutôt que d'en créer.

On ferait bien de se pencher sur le cas du miracle économique allemand après la Seconde Guerre mondiale. Les Allemands sont partis du principe qu'il était plus facile de donner à tout le monde une plus grande part d'un plus grand gâteau que de chercher à gagner quelque chose en se battant au sujet de la répartition d'un plus petit gâteau. Le gouvernement allemand a donc adopté trois mesures; la première consistant à abolir le dirigisme et à mettre fin au contrôle des prix; la deuxième à donner au consommateur la liberté d'acheter ce qui lui plaît et